

COMPTES-RENDUS

I. LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SES LIMITES CAMBODGE ET VIÊT NAM

Sophal EAR, *Aid Dependence in Cambodia: How Foreign Assistance Undermines Democracy*, New York, Columbia University Press, 2013, 186 p.

Cet ouvrage relativement récent (publié en 2013) dresse un état des lieux de la situation économique et sociale au Cambodge, pays gravement touché par une série de crises politiques et humanitaires depuis les années 1970 et qui peine à trouver sa place dans une économie mondialisée. L'angle d'étude choisi est l'aide au développement, et son objet est de montrer qu'elle peut avoir des conséquences néfastes aux plans économique et institutionnel, dans un pays rongé par une corruption endémique.

L'auteur, Sophal EAR, actuellement maître de conférences en relations internationales à l'Occidental College en Californie, est né au Cambodge juste avant la chute de Phnom Penh en avril 1975. Il fuit avec ses parents et ses quatre frères et sœurs d'abord vers le Viêt Nam, puis vers la France et enfin les États-Unis, où il arrive en 1985, alors qu'il est âgé d'une dizaine d'années ; son père meurt avant de pouvoir atteindre le Viêt Nam et sa mère élève seule ses cinq enfants. À l'aide de bourses, il obtient successivement deux masters, en administration publique et en économie agricole à Berkeley, puis un doctorat en sciences politiques à Princeton. Consultant pour la Banque Mondiale et en tant que représentant résident assistant pour le Programme de Développement des Nations Unies au Timor-Leste de 2002 à 2003, il a publié dans diverses revues d'économie. *Aid Dependence in Cambodia* est toutefois le premier ouvrage qu'il publie seul¹.

¹ Il a également co-écrit un ouvrage sur la Chine : Sigfrido Burgos CÁCERES & Sophal EAR, *The Hungry Dragon: How China's Resources Quest is Reshaping the World*, Londres, Routledge, 2013, 200 p.

Fruit de ses recherches et de ses enquêtes de terrain, le choix de ce sujet est lié de manière évidente à son expérience familiale, comme le montre l'évocation de souvenirs familiaux en introduction et dans le premier chapitre. Le livre apparaît comme une critique ouverte des institutions et les acteurs de l'aide internationale sont presque autant chargés que le pouvoir en place. Derrière ce ton parfois très virulent, on sent un réel désir de changer les choses dont témoignent les propositions de réforme qui émaillent l'ouvrage. L'ouvrage est assez bref (le corps du livre, hors annexes et bibliographie, fait 143 pages) et se présente comme une enquête sur les effets des aides internationales reçues par le Cambodge depuis le début des années 1990. En dépit des nombreuses contributions étrangères, les indicateurs de développement et de « bonne gouvernance » du pays sont encore très faibles, une distorsion qui constitue la problématique même du livre.

L'auteur estime que les aides ont même aggravé la corruption au Cambodge, à cause du détournement des fonds et de la généralisation des « pots-de-vin » à tous les degrés de l'administration, enrichissant et renforçant le pouvoir des personnes par qui l'aide doit transiter avant de parvenir à ceux qui en ont réellement besoin. De plus, cet apport de fonds venant de l'extérieur n'encourage pas le gouvernement à mettre en place un système de taxation effectif à l'intérieur de ses frontières. L'absence d'un tel système fait que le gouvernement est moins tenu de rendre des comptes à ses citoyens, comme il se devrait de le faire dans un système démocratique idéal. Se développent alors des secteurs entiers coupés des besoins réels du pays, dont les talents sont, selon les mots de l'auteur, « siphonnés » vers les postes de gestion des sommes perçues en tant qu'aides au développement. Selon l'auteur, ce cercle vicieux ne pourra être rompu que par un changement radical du mode de gouvernance, avec plus de transparence, une lutte contre la corruption dépassant le stade de la velléité, une meilleure gestion du budget national et des infrastructures publiques ainsi qu'une politique d'ouverture au marché international plus cohérente et plus favorable au développement sur le long terme.

Pour étayer son propos, l'auteur s'appuie sur différentes sources bibliographiques (données de la Banque Mondiale, travaux d'économistes spécialistes de la question de l'aide étrangère au Cambodge et dans d'autres pays ayant bénéficié de programmes similaires). Il prend également appui sur des témoignages directs recueillis sur le terrain et anonymisés. Ce dernier procédé, qui fait l'objet d'une codification sophistiquée en fin d'ouvrage, est d'autant plus nécessaire que le Cambodge est un pays dangereux pour ceux qui critiquent le gouvernement en place. Grâce à cette codification, l'auteur

peut reproduire des propos attribués à des conseillers ministériels, des membres du Parlement, des représentants d'ONG, des journalistes, ainsi qu'à des acteurs de l'économie cambodgienne (banquiers, industriels, agriculteurs...).

En introduction, l'auteur retrace les grandes lignes de l'histoire récente du Cambodge, et plus particulièrement depuis la signature des accords de Paris en 1991 et la mise en place de l'Autorité Provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC, UNTAC en anglais). Il rappelle que cette période a été marquée par une considérable inflation et par un grand bouleversement économique et social dû à l'introduction massive de dollars dans le pays (les salaires et indemnités journalières du personnel sur place étaient considérablement plus élevés que le revenu moyen des Cambodgiens). Le développement d'une économie centrée sur les étrangers, la prostitution qui a triplé de volume (et avec elle la propagation du VIH) ont fragilisé le pays. Il évoque également le coup d'État de 1997 dans lequel le prince Ranariddh fut chassé de son poste de premier Premier-ministre, laissant le champ libre à Hun Sen et à son parti, le PPC (Parti du Peuple Cambodgien) ; et les émeutes anti-thaïlandaises de janvier 2003, qui ont causé au moins 47 millions de dollars en dommages et intérêts (puisés dans le budget national constitué en grande partie de fonds venant de l'aide étrangère). Ce faisant, il brosse un portrait peu flatteur d'un gouvernement jonglant habilement avec les menaces de sanctions internationales (et donc de suspension des aides au développement), laissant le Cambodge aux mains d'une oligarchie, celle des *oknha* (titre honorifique donné à des personnes riches et influentes au Cambodge et, depuis 1994, accessible à n'importe quel citoyen, khmer ou étranger, apportant une contribution d'au moins 100 000 dollars au pays).

Le premier chapitre, « Aid dependence and quality of governance » est une reprise de deux articles précédemment parus dans des revues économiques. L'auteur rappelle les montants obtenus par le Cambodge grâce à l'Aide Publique au Développement de 1996 à 2008, la part de l'APD dans le budget national réinjectée dans les secteurs de la santé, du transport, de l'agriculture... Il cite aussi le soutien informel de la Chine lorsque les aides américaines et européennes sont suspendues à cause d'un manquement aux droits de l'Homme. En contraste avec ces montants très élevés (par exemple, 674 millions de dollars en APD pour l'année 2008), il met en exergue les indicateurs témoignant de l'aggravation des conditions de vie de la population cambodgienne, tels le taux de mortalité infantile qui a augmenté entre 1990 et 2001, le nombre de personnes en-dessous du seuil de pauvreté (chiffres fournis par la Banque Mondiale, mais que l'auteur critique –

cependant, dans tous les cas, les chiffres ne sont pas bons), l'incapacité à lutter contre la corruption... En comparant des analyses de confrères spécialistes de l'économie de l'aide bilatérale et multilatérale vers les pays en développement, l'auteur cherche à savoir si la dépendance à l'aide étrangère aggrave ou non la gouvernance d'un pays. Il souligne les quelques divergences sur la question, certains de ses confrères affirmant que l'aide étrangère est bénéfique uniquement dans un contexte politique vertueux, d'autres qu'elle est bénéfique dans tous les cas, et enfin ceux qui pensent que la dépendance à l'aide étrangère est néfaste dans tous les cas. Sa conclusion personnelle est que la dépendance à l'aide étrangère n'est pas le facteur principal de l'aggravation de la gouvernance d'un pays, mais que cette aggravation survient dans un contexte où la corruption et les entorses aux droits de l'Homme sont déjà enracinées, ce qui est le cas du Cambodge.

Dans le deuxième chapitre intitulé « Growth without development », l'auteur s'interroge sur la récente et spectaculaire croissance à deux chiffres du PIB cambodgien entre 2004 et 2007 (10% en 2004, 13% en 2005, 11% en 2006 et 10% en 2007). Dans le même temps, le Cambodge était parmi les derniers dans le classement de l'indice de perception de la corruption publié par l'ONG *Transparency International*. Si l'aide étrangère favorise la corruption et la mauvaise gouvernance, et si la mauvaise gouvernance est un frein au développement d'un pays, comment expliquer une croissance aussi forte au Cambodge ? Pour essayer de répondre à cette question, l'auteur examine trois secteurs de l'économie cambodgienne : le secteur florissant du textile, celui encore fragile du riz et enfin un secteur presque inexistant, l'élevage. Il rappelle que la croissance économique récente du Cambodge s'appuie en partie sur l'extraction dans le secteur forestier (de manière générale, les secteurs de l'extraction des ressources naturelles comme les métaux précieux, le pétrole et le gaz peuvent être facilités par un gouvernement corrompu). Par ailleurs, la Chine a récemment acquis les droits d'exploitation de champs de pétrole au large des côtes cambodgiennes. Le Cambodge proposant une fiscalité très légère aux entreprises étrangères pour compenser son instabilité politique, les recettes fiscales ne sont pas significatives. Et tant que le gouvernement profitera des aides au développement, cette situation ne risque pas de changer. Parallèlement, la lourdeur administrative et les pots-de-vin versés aux officiels font que les entreprises étrangères ne s'y retrouvent pas tant que cela, et qu'elles pourraient arrêter de travailler avec le Cambodge si les pays voisins proposaient de meilleures conditions. C'est particulièrement flagrant dans le textile et la confection, marqués par la sous-traitance pour de grandes marques américaines et européennes, la partie de la chaîne de production

sous-traitée au Cambodge ne nécessitant pas de travailleurs qualifiés. Le turn-over des employées (car la plupart sont des femmes) dans ces usines est très élevé (48% dans l'une des usines visitées par l'auteur). Malgré tout, la confection est l'un des secteurs les moins défavorisés, d'une part grâce à l'existence de syndicats dont les actions et grèves ont contribué à l'instauration d'un salaire minimum, respecté surtout dans l'industrie du textile ; d'autre part grâce à des organisations patronales telles que le GMAC (*Garment Manufacturers Association of Cambodia*), qui arrivent quelque peu à faire bouger les lignes tout en défendant leurs intérêts.

Malheureusement, on ne peut pas en dire autant de la riziculture. Le Cambodge reste encore très rural, avec de multiples exploitations agricoles de très petite taille disséminées dans tout le pays. Mais alors que le Cambodge était un grand exportateur mondial de riz dans les années 1960, ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui. Il y a plusieurs raisons à cela. Selon un membre du Parlement interrogé par l'auteur, le Cambodge aurait besoin de développer ses systèmes d'irrigation, car la majorité des rizières dépendent entièrement des pluies, certaines régions pouvant connaître plus de six mois de saison sèche. Mais c'est surtout l'étape suivante, le décorticage du riz, qui nécessite le plus d'équipements et de savoir-faire, et donc d'investissements. Les machines à décortiquer le riz, lorsqu'elles existent, sont vétustes : le riz décortiqué compte 35% de brisures (contre moins de 5% en Thaïlande et au Vietnam), au détriment de l'exportation qui exige des standards plus élevés. Par conséquent, selon un petit producteur de riz interrogé par l'auteur, la plus grande partie du riz produit au Cambodge est vendue sous forme de paddy au Vietnam et en Thaïlande, qui le décortiquent et le revendent ensuite dans le monde entier : un grand manque à gagner pour le Cambodge. Enfin, la surface agricole tend à diminuer, suite à l'achat des terres par des promoteurs immobiliers, un secteur plus rentable à court terme. L'auteur pointe la responsabilité directe et indirecte du gouvernement dans le faible développement de la riziculture. Le coût élevé du transport, de l'électricité, de l'essence et du stockage est le produit d'infrastructures défailtantes. Les pots-de-vin pour obtenir les autorisations d'exploitation et de transport sont aussi un frein au développement. Les difficultés d'accès au crédit pourraient être amoindries par des actions gouvernementales ; l'auteur propose par exemple la création d'entrepôts sécurisés pour stocker du paddy en tant que nantissement, en lieu et place de l'hypothèque des terres agricoles qui concerne la majorité des prêts aux paysans. Un autre producteur de riz interrogé par l'auteur dit qu'il suffirait de débloquer 10 millions de dollars en subventions pour financer le développement et faciliter le processus de certification à l'exportation. Mais, manifestement, la volonté politique n'y est

pas. D'autre part, les actions collectives dans le domaine de la riziculture sont rares. Il existe des associations de producteurs de riz, mais elles couvrent, au mieux et au total, un tiers de tous les exploitants au Cambodge. Les deux plus grandes fédérations sont la FCRMA (*Federation of Cambodian Rice Millers Association*) et la NCRMA (*National Cambodian Rice Millers Association*). La NCRMA est la plus grande des deux et la seule reconnue par le gouvernement. Elle a été constituée avec l'aide d'une ONG financée par l'USAID. Son comité directeur est constitué de membres du Ministère de l'Agriculture, des forêts et de la pêche, de producteurs et de marchands de riz. La FCRMA a été créée suite à des accusations de conflits d'intérêt au sein de la NCRMA et regroupe neuf associations de producteurs de riz décortiqué. Les réticences des petits producteurs de riz à s'engager dans des actions collectives pourraient également être une conséquence de l'héritage laissé par les Khmers Rouges, qui a plongé le pays dans un agro-communisme poussé à l'extrême. Dans ce secteur comme ailleurs, les exploitants les plus prospères restent ceux ayant des liens étroits avec le PPC.

Quant à l'élevage (bétail, porcs et volailles), la majorité des fermes sont de petite taille. Il n'existe pas d'associations d'éleveurs. Bien que l'élevage représente presque 7% du PIB, le gouvernement n'y consacre en moyenne que 0,03% du budget national. Selon l'auteur, le pays manque aussi de vétérinaires, conséquence de la période khmère rouge et du système éducatif défaillant. Et, par manque de moyens et de vétérinaires, une grande partie des bêtes meurt de maladies qui auraient pu être évitées. Enfin, ce secteur est aussi grevé par des taxes officielles et non officielles, qui concernent tous les niveaux de la production : l'élevage, la vente, le transport, l'abattage, les autorisations sanitaires et les certificats d'exportation. À titre d'exemple, l'auteur reporte les propos d'un acteur du secteur privé : quand quelqu'un achète une vache à un villageois, l'acheteur doit payer 10000 riels au chef de la commune, 15000 riels au vétérinaire mandaté par le gouvernement, 10000 riels au gouverneur de province, 3000 riels à la police et 3000 riels aux militaires. Ce qui représente 5,8% du coût total d'une bête de 200 kg, ou 11,6% du coût d'une bête de 100 kg. Quant au transport, l'auteur donne la parole à un marchand qui, pour un trajet de 330 km, doit donner à ses chauffeurs 100 dollars (5 à 10% de la valeur de la marchandise) afin qu'ils puissent passer tous les barrages informels tenus par des militaires ou par la police. Si les transporteurs refusent de payer, il arrive que les autorités les bloquent pendant des heures sur la route, sous un soleil de plomb, jusqu'à ce que les bêtes meurent. Ces multiples contraintes (infrastructures défaillantes et prix élevé à payer pour être dans le circuit officiel) rendent difficile d'estimer la part consacrée à l'exportation dans le secteur de l'élevage.

Beaucoup d'exploitants préfèrent en effet vendre leur bétail au noir au Vietnam, où il sera transformé en viande, une situation assez similaire à ce que l'on retrouve chez les producteurs de riz non transformé. Quant à l'aide au développement dans le secteur de l'élevage, près de la moitié des montants sert à financer des rapports inutiles et onéreux, produits par des consultants que l'auteur surnomme, non sans ironie, des consultants « copier-coller ».

Les deux derniers chapitres sont une illustration factuelle de la mauvaise gouvernance, tant au niveau de la gestion de la pandémie de grippe aviaire en 2005 que des atteintes à la liberté d'expression avec l'emprisonnement et l'assassinat de journalistes ou de directeurs de journaux. Notons simplement que ces deux chapitres confortent la thèse de l'auteur sur l'influence de l'aide étrangère dans l'aggravation de la corruption au Cambodge. Il y a néanmoins une lueur d'espoir dans le dernier chapitre, qui montre que la mobilisation internationale pour défendre la liberté d'expression et la libération des prisonniers politiques au Cambodge n'est pas toujours vaine.

Cet ouvrage résume de manière assez synthétique la situation politique, économique et sociale actuelle au Cambodge et met un coup de projecteur sur une réalité qui est encore difficile à admettre par les dirigeants des organisations d'aide au développement et par les représentants des Nations Unies : les effets pervers de l'aide étrangère dans des pays minés par la corruption comme le Cambodge. L'un des grands intérêts de l'ouvrage réside dans les nombreux témoignages recueillis par l'auteur sur le terrain, donnant une voix à des personnes qui d'habitude n'ont pas la possibilité de s'exprimer. Au premier abord, à cause du ton parfois très véhément, l'on pourrait croire que c'est un livre à charge ou un pamphlet, mais une lecture plus approfondie montre que l'auteur nuance ses propos. Il est à noter une particularité qui pourra peut-être rebuter certains lecteurs : le ton très intimiste de ce livre, où l'auteur n'hésite pas à mettre en avant à la fois ses accomplissements personnels et son histoire familiale, avec un vibrant hommage rendu à sa mère, décédée en 2009 et à qui le livre est dédié. Mais d'une certaine manière, cette originalité rend le livre assez touchant et rappelle une tendance actuelle que l'on retrouve chez quelques journalistes et documentaristes, qui n'ont pas peur d'affirmer leur subjectivité, au mépris de la sacro-sainte objectivité journalistique.

Hakchenda KHUN

ĐỖ Benoit Hiên & PHẠM Quang Minh, *Nouvelles élites économiques vietnamiennes*, Bangkok, IRASEC, Cahiers de l'IRASEC, 2015, 96 p.

Depuis la mise en place de la politique du renouveau (*đổi mới*) en 1986, le Vietnam est un pays ambivalent dans son fonctionnement, qui présente à la fois un régime politique communiste autoritaire et un système économique intégrant des mesures capitalistes. Cette « cohabitation » ne s'est pas réalisée linéairement, sans hésitations ni retours en arrière ; le secteur privé est encouragé par de nombreuses initiatives, mais reste encore très encadré. Đỗ Benoit Hiên et Phạm Quang Minh ont étudié les acteurs de « l'économie de marché à orientation socialiste ». Quelles sont leurs parcours, leur formation, leur implication dans les entreprises ? Ont-ils un profil différent selon leur appartenance au secteur privé ou public ? Sont-ils obligatoirement des membres du Parti Communiste (PC) ?

Maître de conférences au Conservatoire national des Arts et Métiers, Đỗ Benoit Hiên est membre du Groupe d'études sur le Viêt Nam contemporain du CERI-EHESS, chercheur associée à l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (Irasec /MAE-CNRS) et membre du Laboratoire interdisciplinaire de recherche en sciences de l'action (LIRSA). Spécialiste de la politique étrangère du Vietnam depuis 1986, de la régionalisation en Asie du Sud-Est², elle a notamment publié en 2011 *Le Viêt Nam idées reçues*³. Phạm Quang Minh enseigne l'histoire et la science politique à l'Université des Sciences sociales et humaines de Hanoi ; ses travaux portent sur la politique internationale et étrangère contemporaine du Viêt Nam ainsi que sur les relations internationales en Asie Pacifique⁴.

Dans un système communiste qui se définit comme « économie de marché à orientation socialiste », les sources de l'autorité économique demeurent floues au premier abord. La notion d'élite renvoie ici aux élites

² « Les relations internationales du Viêt Nam depuis 1991 : le difficile chemin d'une autonomie à conquérir », [in] Stéphane DOVERT & Benoît de TRÉGLODÉ (dir.), *Viêt Nam contemporain*, 2^e édition Paris /Bangkok, Les Indes Savantes/IRASEC, 2009, pp. 177-195 ; « Economic interdependence within Asean : a perspective on the vietnamese strategy for development and national security », [in] Stéphanie BALME & Mark SIDEL (dir.), *Vietnam's new order : International perspectives on the state and reform in Vietnam*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, pp. 104-118.

³ HIÊN, Đỗ Benoit, *Le Viet Nam, idées reçues*, Paris, Cavalier Bleu, 2011, 124 p.

⁴ PHẠM, Quang Minh, « Caught in middle : local cadres in Hai Duong province », [in] KERKVLJET, Ben & MARR, David (dir.), 2003, *Beyond Ha Noi : local government in Vietnam*, Singapore, ISEAS, pp. 259-284 ; *Id.*, « Teaching international relations in Vietnam: chances and challenges », *Journal International Relations of the Asia-Pacific* n° 9/11, 2009, pp. 131-155 ; *Id.*, « The Meaning of the complete collection of Party documents », *Journal of Vietnamese Studies*, n° 5/2, 2010, pp. 208-218.

entrepreneuriales, autrement dit aux dirigeants d'entreprise ; selon les auteurs, ces dernières étaient inexistantes avant le *đổi mới*. Le passage de l'ancien mode de gestion au nouveau questionne donc l'émergence de nouvelles élites ou l'adaptabilité des anciennes. Ce sont ces continuités et ces ruptures que les auteurs se proposent de présenter, en retraçant les modèles nationaux de légitimation des élites de 1986 jusqu'à nos jours, à ceci près que cette étude se fonde sur un échantillon de population davantage représentatif de la période actuelle que de la diversité des élites économiques.

Le confucianisme dénigrait les activités commerciales. Elles devinrent davantage considérées pendant la période coloniale, ce qui permit de les revaloriser, principalement dans le sud du pays. Entre 1945 et 1975 se développèrent au Nord et au Sud deux régimes biens distincts. Au Nord, le socialisme était pour partie déjà en vigueur en 1954, contrairement au Sud, qui avait un régime libéral. Bien que l'adhésion au parti communiste n'ait pas été obligatoire, elle restait fortement recommandée au Nord. À partir des années 1970, il ne suffisait plus d'être membre du parti, il fallait avoir un domaine de compétence spécialisé. Les seules entreprises existantes au Nord étaient celles d'État. L'économie de marché était niée et les « dirigeants » d'entreprises n'avaient aucun rôle dans la prise de décisions : ce n'était que des exécutants d'ordres pris en amont par le PCV. Ainsi, au sein de ce système, « les chefs d'entreprise étaient généralement peu soucieux de leur niveau d'efficacité gestionnaire » (p. 22). Cependant, bien qu'illégal, le développement d'un secteur privé a permis à certains d'obtenir un complément de salaire, à d'autres l'accès à des produits sur le marché noir. Après la défaite économique et sociale du Sud, le modèle du Nord fut étendu dans tout le pays

Si le gouvernement a pris conscience de l'échec de sa politique économique socialiste dès 1979, ce n'est qu'en 1986 que le *đổi mới* fut proclamé, et sa mise en place effective demanda encore quelques années ; elle fut adoptée à contre cœur par certains membres dirigeants du parti. Les acteurs de l'économie de cette période étaient divisés au sein même du PCV. Des réunions et des groupes de travail réunissant des dirigeants d'entreprises et des membres dirigeants du PCV eurent lieu à Ho Chi Minh-ville, afin de trouver des solutions, en échangeant les savoirs liées aux compétences des uns et des autres. Le capitalisme se dé-diabolisait quelque peu mais avec difficulté. Les dirigeants et preneurs de décisions étaient pour la plupart partisans d'un socialisme pur et dur. Introduire le capitalisme sans rejeter officiellement le communisme était un exercice difficile mais absolument

nécessaire ; désormais, être réformateur et proposer la réintroduction des entreprises privées pouvaient aller de pair avec l'adhésion au parti.

Dans le deuxième chapitre, les auteurs présentent les solutions mises en œuvre par le gouvernement pour concilier politique socialiste et ouverture à l'économie capitaliste. Il s'agit tout d'abord d'autoriser la création d'entreprises privées, coexistant avec celles de l'État. Ces dernières vont peu à peu diminuer au profit des petites et moyennes entreprises privées (PME), certains secteurs stratégiques restant aux mains de l'État : le transport maritime et aérien, l'exportation, l'importation, l'exploitation des ressources minérales précieuses, la production et la distribution de grande envergure de l'électricité et de l'eau, la production et la distribution des matières explosives/toxiques/chimiques, les postes et des télécommunications, la radio/ télévision/ édition, mais aussi le tourisme international (p. 39). Les comités de direction d'entreprises se développent et se détachent progressivement de l'emprise de l'État. En reconnaissant à la fois le droit de s'enrichir et de développer des PME, le gouvernement sous-entendait également que les entrepreneurs devaient avoir une meilleure formation à la gestion et qu'il leur faudrait un soutien quotidien. Durant les années 2000, des hommes et des femmes riches ont fait leur apparition sur la scène nationale et internationale. Certains sont aujourd'hui classés parmi les plus grosses fortunes du Vietnam, voire même du monde. Leur parcours atteste une formation à l'étranger, par l'éducation ou l'expérience. Cette minorité incarne la réussite de quelques PDG, mais n'est pas représentative de l'ensemble des dirigeants d'entreprises, qui ont un profil très varié et hétérogène, autant par leur formation ou leur milieu social que par leurs compétences.

Le chapitre trois montre que les dirigeants du privé et du public n'ont pas un profil similaire. Le gouvernement reconnaît que le secteur public est critiquable pour son manque d'adaptation au contexte économique et la formation insuffisante des responsables. Le secteur privé devient un modèle de réussite, ou du moins de gestion. Plus de la moitié des dirigeants d'entreprise du secteur privé interrogés ont de l'expérience, à la fois par leur formation universitaire et par les poste occupés précédemment. L'accent est mis sur les compétences techniques puis sur les préoccupations de la gestion et du bien-être du personnel, en adéquation avec le confucianisme encore bien présent dans la société vietnamienne, qui régit nombre de relations sociales, au sein de la famille et de l'entreprise. Dans le dernier cas, cela ne favorise pas toujours la rentabilité, car les bonnes relations sont privilégiées. L'école des cadres du PCV ne joue pas un rôle prépondérant dans la formation de ces élites vietnamiennes, contrairement à ce que pensent les

étudiants interrogés, notamment lorsqu'il s'agit du secteur privé. Cependant leur raisonnement reste juste en ce qui concerne l'importance d'une bonne formation en gestion et en économie, l'expérience et l'importance des langues étrangères.

Le profil des entrepreneurs est toutefois en train de changer, pour être mieux adapté aux nouvelles conditions économiques, par une meilleure formation du personnel. Les nouveaux dirigeants n'auront pas les réserves de la génération précédente du fait de leur évolution dans une société où le développement d'une économie à caractère capitaliste aura déjà été intégré. La rupture entre les anciennes élites et les nouvelles ne s'est donc pas réalisée brutalement, tout comme l'adoption d'une économie capitaliste, encore soumis à un contrôle strict, notamment dans les secteurs stratégiques. Depuis le *đổi mới*, le gouvernement vietnamien a toujours adopté des mesures économiques pragmatiques et prudentes, en essayant de bouleverser le moins possible le système politique. Les étudiants, futurs entrepreneurs, croient encore que l'adhésion au PCV est importante pour l'obtention d'un poste à haute responsabilité dans une entreprise privée, alors qu'il n'en est rien.

Cette étude est agréable à lire et apporte des réponses aux questions posées dans l'introduction. L'argumentation des auteurs est claire, tout comme les résultats des sondages sur lesquels se fonde leur analyse, qui sont expliqués et développés. L'introduction et la première partie donnent au lecteur les bases historiques nécessaires à la compréhension du Vietnam contemporain. Les encadrés sont bienvenus car ils développent des points rapidement abordés dans l'argumentation. S'ils effectuent un gros plan sur telle ou telle personnalité impliquée dans le système économique actuel, cela concerne toutefois des figures marginales très riches, une minorité par rapport au nombre d'entrepreneurs plus modestes du Vietnam. Le fait que les auteurs ne parlent d'élites entrepreneuriales qu'à partir de 1986 est également surprenant. Bien que les conditions aient été différentes, il existait à Saigon avant 1975 des entreprises privées et une classe marchande qui commerçait avec des pays du Sud-Est asiatique et au-delà, même si l'échelle et les produits n'étaient pas de même nature.

Clémence LE MEUR

II. VIÊTNAM, REPRÉSENTATIONS CROISÉES

Christopher E. GOSCHA, *Indochine ou Vietnam ?* Paris, Vendémiaire, 2015, 192 p.

Indochine ou Vietnam est la traduction d'un ouvrage paru en anglais en 2012 : *Going Indochinese: Contesting Concepts of Space and Place in French Indochina, 1885-1945*. Ce dernier constituait la révision d'une première version éditée en 1995, *Vietnam or Indochina ? Contesting Concepts of Space in Vietnamese Nationalism, 1887-1954*. Christopher E. Goscha est historien des relations internationales, spécialiste de l'Asie du Sud-est, des colonisations et décolonisations.

« Après tout, si un Javanais pouvait devenir Indonésien en 1945, pourquoi un Vietnamien ne pouvait-il pas devenir Indochinois ? », cette hypothèse de Benedict Anderson⁵ est appliquée par Christopher E. Goscha au terrain indochinois. Ce questionnement sur « l'identité indochinoise » ou « l'imaginaire national indochinois » est ici analysé avec des points de vue des différents acteurs présents en Indochine. L'ouvrage s'intéresse aux interactions entre les colonisateurs et colonisés, mais également aux relations inter-colonisés dans cette rencontre coloniale⁶. L'auteur attire l'attention sur l'existence d'une « double colonisation » en Indochine française, l'une imposée par l'empire français, et l'autre par l'Annam⁷. Après la réussite de la marche vers le sud de la dynastie des Nguyễn, cette expansion des Annamites serait une continuation de la marche vers l'ouest, amorcée au début du XIX^e siècle, puis interrompue par l'arrivée des Français.

À la fin du XIX^e siècle, après avoir démantelé la dynastie, l'empire français promeut une « collaboration franco-annamite ». Il s'appuie sur un État impérial préexistant pour gouverner et fonde sa confiance sur ses habitants, perçus comme étant plus dynamiques et dotés d'une culture bureaucratique plus solide que leurs voisins cambodgiens et laotiens, grâce aux traditions confucéennes. Pour administrer tous les territoires conquis, les Annamites

⁵ ANDERSON, Benedict R. O'G, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte/Poche, 2006, 216 p.

⁶ Selon Georges Balandier dans son analyse de la situation coloniale.

⁷ L'Annam est l'appellation utilisée par la France pour englober les trois régions est-indochinoise : Tonkin, Annam et Cochinchine. Dénomination justifiée par le fait que la Cour royale se situe à Hué, Annam.

sont donc placés à des postes importants de l'administration. La main-d'œuvre annamite est envoyée dans les plantations et les mines au Cambodge et au Laos et participe à la construction des infrastructures. La littérature et l'éducation coloniales viennent renforcer l'idée que les Annamites jouent un rôle primordial dans l'édifice de l'Indochine française. De ce fait, les Annamites perçoivent leur occupation de cette place dominante aux côtés de la France comme historiquement légitime. Dès la fin de la Première Guerre mondiale, l'administration coloniale pousse davantage les Annamites à avoir une « conscience indochinoise » ou « à se penser en termes indochinois ».

Avec la montée du nationalisme annamite dans les années 1920, et l'idée d'un certain fédéralisme indochinois, émise par l'administration coloniale, plusieurs débats émergent sur cette identité indochinoise. L'un des plus importants fait suite à la publication des notes de voyages au Laos du journaliste Pham Quỳnh, en 1930, favorable à une Fédération indochinoise dans laquelle la monarchie serait autonome, où les Annamites y garderaient leur place prépondérante, et où une nation annamite aurait une existence propre. Son homologue Nguyễn Văn Vĩnh répond qu'il est impossible qu'une telle autonomie soit accordée, préconisant une administration française directe dans un cadre indochinois. Il estime également, tout comme Quỳnh, que l'immigration annamite dans l'ouest indochinois est un phénomène naturel, et qu'un « darwinisme social » s'opérant en faveur des Annamites n'a rien de surprenant. L'Indochine ne serait que la « réalisation d'une volonté annamite par la puissance française ». Ce débat dans le cercle intellectuel annamite déclenche des réactions du côté laotien et cambodgien. Le Prince laotien Phetsarath réplique que cette question n'est considérée que sous un angle purement annamite, alors que les autres peuples qui sont sous la domination française ont une existence propre et que « l'Indochine n'existe pas ». Du côté cambodgien, il existe assurément une Union indochinoise, mais certainement pas de « citoyenneté indochinoise », qui tendrait à être dominée socialement et démographiquement par le peuple annamite. Sur cette question, les avis sont divers et le dialogue inter-colonisé difficile.

Les communistes se retrouvent également tiraillés par ce débat « d'être ou ne pas être indochinois ». La lutte contre l'impérialisme français doit se faire dans ce cadre colonial. Le Komintern encourage les révolutionnaires à aller vers un avenir commun, au nom de l'internationalisme. L'idée d'une Union Socialiste des Républiques soviétiques indochinoises est lancée. L'indépendance est envisagée avec la création d'États révolutionnaires, menée par le Parti Communiste Indochinois, sous la direction vietnamienne, dans une Union ou Fédération indochinoise. Encore une fois, la composante vietnamienne prédomine dans le PCI, car les mouvements révolutionnaires

communistes trouvent notamment leurs racines parmi les Vietnamiens (ou Việt Kiều) de la diaspora au Cambodge, au Laos et dans le nord-est de la Thaïlande. Mais cette identité communiste indochinoise s'est une fois de plus dessinée sans concertation avec les Cambodgiens et Laotiens.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale et pendant, afin de garder l'Indochine en place face aux menaces anticolonialistes et communistes comme à celles venant de l'ouest, une collaboration officielle avec le Cambodge et le Laos est promue par les autorités coloniales. Cette collaboration leur donne une plus grande visibilité, mais semble toujours insuffisante. La victoire des Japonais sur la France et leur défaite à la fin de la guerre ouvrent la voie à la mise en œuvre de leur programme par les communistes. Comme susmentionné, la notion d'Indochine est récupérée par les communistes, qui mettent en avant la nécessité d'une lutte commune des Indochinois contre les envahisseurs, dans un destin commun de révolution prolétarienne.

Aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale commencent les processus de décolonisations qui vont amputer les empires de leurs possessions. La France essaie de revenir sur le terrain indochinois et réussit à rallier les monarchies locales. Mais la résistance communiste reprend les contours indochinois, tout en nationalisant les mouvements de lutte dans chacun des « pays frères », comme le Pathet Lao ou les Khmer Issarak. La « solidarité indochinoise » dans la lutte contre les colonisateurs fait de l'Indochine une réalité aux yeux des révolutionnaires communistes (vietnamiens), tout autant qu'elle l'a été pour les autorités coloniales et leurs collaborateurs. Un glissement s'est donc opérée d'une « Indochine française » à une « solidarité indochinoise », où des relations spéciales sont établies entre tous ces États associés, anciennement colonisés. Il s'agit donc d'une « création continue », inscrite dans un processus historique plus large, visant à « affilier les États-nations révolutionnaires [...] au frère aîné vietnamien ».

Déconstruire l'histoire et adopter un nouveau regard sur le passé n'est pas une tâche facile. Analyser une page de l'histoire tant étudiée et qui s'est pourtant révélée beaucoup plus complexe que cela pourrait paraître aux yeux de tous, est le défi relevé par Christopher E. Goscha. Tout part d'un débat entre des nationalistes, communistes ou non. L'auteur tente de montrer les perceptions de leur identité et des contours géographiques nationaux par les Vietnamiens. Les points de vue des autres acteurs, qui semblent avoir été oubliés ou ont eu une moindre visibilité dans ce débat, y sont également exposés. Cet ouvrage amène également à se poser des questions sur le processus de construction identitaire, déjà en cours avant l'arrivée des

colonisateurs français. Il aborde l'histoire coloniale avec une nouvelle perspective, et non plus seulement en termes de rapports entre colonisés et colonisateurs, montrant comment les politiques coloniales ont amené les colonisés à interagir entre eux.

Indochine ou Vietnam ? s'adresse aux historiens comme aux étudiants, à un public qui s'intéresse à l'histoire de la région, à la question coloniale, mais aussi à la question de l'identité nationale. Écrit avec clarté, l'ouvrage est facile à lire. Surmonter l'obstacle des notions préétablies, les « contester », est un travail nécessaire pour comprendre le passé, mais également le présent. À l'heure où l'intégration au circuit mondial de ces anciens pays colonisés qui ont basculé dans le camp communiste, comme le Laos et le Vietnam, s'accélère sous l'effet de leur adhésion à l'ASEAN, le Vietnam semble garder une certaine omniprésence dans le cercle politique laotien et une influence au Cambodge. Reste-t-il alors des traces de cette Fédération indochinoise dans laquelle il serait une fois de plus celui qui oriente ou décide ? Il serait intéressant et instructif de poursuivre la réflexion sur cette question.

Niphaphone NHONGVONGSITHI

Michel ESPAGNE & Hoai Huong AUBERT-NGUYEN, *Le Vietnam, une histoire de transferts culturels*, Paris, Quaero, Demopolis, 2015, 317 p.

Les ouvrages consacrés au Viêtname ont longtemps véhiculé une image dichotomique du pays, oscillant entre fantasmagorie et onirisme, d'une part, et les horreurs de la guerre d'autre part, sur fond de nostalgie d'une présence française ayant « démocratisé » la culture par le biais de ses écoles. L'histoire du Viêtname ne se résume pourtant pas à ces clichés de l'Occident, comme l'atteste le présent ouvrage qui rassemble vingt-et-un auteurs aux spécialités très diverses, vietnamisants, historiens de l'art, de la littérature, des sciences et archivistes sous la direction de Michel Espagne⁸ et de Hoai Huong Aubert-

⁸ Directeur de recherche au CNRS, responsable de l'UMR Pays germaniques et directeur du labex TransferS (Collège de France-CNRS et ENS), Michel ESPAGNE a notamment publié : *Bordeaux-Baltique, la présence culturelle allemande à Bordeaux aux XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris, Éditions du CNRS, 1991, 245 p. ; *Le paradigme de l'étranger, les chaires de Littérature étrangère au XIX^e siècle*, Paris, Cerf, 1993, 379 p. ; *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris, PuF, 1999, 296 p. ; *Le creuset allemand, histoire interculturelle de la Saxe aux XVIII^e et*

Nguyen⁹, l'un et l'autre s'intéressant à l'interculturalité. L'objet de l'ouvrage est de tester la notion de transferts culturels à l'aune des relations entre le Vietnam et la France, puis d'examiner la manière dont ces transferts se sont réalisés pour en évaluer les résultats.

Michel Espagne met en perspective les transferts culturels au Viêtname, en commençant par l'arrivée du jésuite Alexandre de Rhodes à Hôï An en 1624. Sur cette base, il redéfinit la notion de transferts culturels en examinant les divers domaines dans lesquels ils se sont opérés : architecture, beaux-arts, littérature ou encore dynamiques linguistiques. En architecture, les transferts sont particulièrement visibles à Hanoi, avec la cathédrale Saint Joseph, le palais du gouverneur, le théâtre municipal. Plus tard, vers les années 1920 et 1930 le paysage urbain d'Hanoi ajoute aux allures françaises un style « indochinois », illustré notamment par le lycée Pétrus Ky ; l'architecture de la ville de Dalat, située dans les hauts plateaux du centre, relève également de cette hybridation. Dans les beaux-arts, les transferts s'opèrent à l'inverse, le Viêtname constituant une importante source d'inspiration pour les artistes français et plus particulièrement pour les peintres, modifiant en retour la vision de la jeune génération de Viêtnameis. On observe à la fois l'intégration du Viêtname dans la littérature française et celle de la France dans la littérature viêtnameis, les uns découvrant d'autres cultures à l'aune de la colonisation, les autres s'inspirant de nouveaux genres littéraires.

Philippe Papin inventorie ensuite les différents facteurs qui conduisent aux transferts culturels, les emprunts d'un pays à l'autre, les usages, les adaptations ou non, et les éventuelles ruptures.

La seconde partie s'efforce de retracer l'histoire des idées. Phuong Ngoc Nguyen décrit d'abord la pénétration des idées des Lumières au Viêtname, via les écrits chinois et les textes français diffusés par le canal de l'école franco-indigène. En sus de rompre avec une tradition sinisée, les Lumières ont fait prendre conscience à une génération de Viêtnameis « occidentalisés » de la nécessité de lutter contre un colonialisme antinomique des valeurs qu'il véhiculait. Pierre Brocheux examine quant à lui l'évolution du catholicisme

XIX^e siècles, Paris, PuF, 2000, 198 p. ; *L'Ambre et le fossile. Transferts germano-russes dans les sciences humaines*, Paris, Armand Colin, 2014, 296 p.

⁹ Professeur agrégé à l'IUT de Vélizy, Hoai Huong AUBERT-NGUYEN est l'auteur de : « L'eau dans la poésie de Li Po et de Claudel », [in] Michal Piotr MROZOWICKI, éd., *Actes du colloque In aqua scribis, l'eau dans la littérature*, 21-23 avril 2004, Gdansk, Presses de l'Université de Gdansk, 2005, pp. 257-265 ; « Lecture et altérité chez Paul Claudel et Victor Segalen », [in] Marie-Madeleine GLAD & Alain TROUVÉ, édts., *Lecture et altérités*, Reims, Presses Universitaires de Université de Reims, 2008, pp. 153-168.

au Viêtnam, rappelant les premiers voyages des Occidentaux, l'arrivée des missionnaires au XVI^e siècle et l'immigration en masse de catholiques japonais au Tonquin suite aux mesures anti-chrétiennes prises par Hideyoshi Toyotomi, puis par les Tokugawa. Le christianisme trouve au Viêtnam un terreau relativement favorable où il peut cohabiter avec le bouddhisme, le taoïsme et le confucianisme. Les échanges avec les Portugais encouragèrent au départ les Viêtnameis à conserver, comme au Japon, des relations très cordiales avec les jésuites qui servaient d'intermédiaires. Il en a été différemment après la formation d'un État unitaire par les Viêtnameis au XIX^e siècle, où le christianisme a connu une période de répression, la primauté du dieu chrétien sur les maîtres temporels paraissant inacceptable à un souverain investi du mandat céleste. Le rejet du christianisme servant en 1858 de justification à l'intervention de forces militaires françaises, le christianisme devenait dès lors le corollaire de la colonisation. La décennie 1930-1940 a été décisive pour la place du christianisme dans la société et les catholiques d'origine vietnamienne ont finalement réussi à décoller l'étiquette de partisans du colonialisme que leur avaient imposée leurs concitoyens non-catholiques. La deuxième partie se clôt par une présentation de l'évolution du bouddhisme vietnamien en France. Jérôme Gidoin commence par rappeler qu'un premier lieu de culte bouddhiste avait été édifié à Fréjus en 1917 par les premiers migrants. Mais c'est après 1954 que le bouddhisme vietnamien commence véritablement à s'implanter en France avec l'arrivée des rapatriés indochinois et après 1970 qu'il se renforce suite à la venue en masse de Viêtnameis fuyant le régime communiste ; entre 1970 et 1980, une trentaine de pagodes voient ainsi le jour en France. Le bouddhisme vietnamien devient dès lors un moyen privilégié pour les Viêtnameis de diffuser par le biais de la religion des notions d'ordre culturel et politique.

La troisième partie s'intéresse à la construction des savoirs. Andrew Hardy montre comment le système économique qui s'est développé après le délitement du Champa a permis à la dynastie des Nguyễn de subsister. Pierre-Yves Manguin dresse un bilan de l'œuvre de l'École française d'Extrême Orient au Vietnam entre 1902 et 1957. Laurence Monnais analyse l'impact de l'enseignement d'une médecine française au Viêtnam et Tuân Hoang Van, celui de l'université indochinoise et de l'œuvre culturelle de la France. À titre d'illustration de ces transferts, Thuy Phong Nguyen présente une synthèse des mémoires d'anciens élèves des lycées français au Sud-Viêtnam entre les années 1954 et 1975. Alain Ruscio conclut le point en rappelant comment la tragédie de Dien Bien Phu a été décrite par quatre périodiques français.

La quatrième partie confronte les représentations à travers les publications et des réalisations artistiques et littéraires. Nadine André-Pallois décrit la rencontre des deux univers artistiques. Hoai Huong Aubert-Nguyen met en évidence le caractère lyrique de la poésie de Han Mac Tu. Thanh Vân Tôn Thât s'intéresse à l'adaptation des contes populaires vietnamiens et Julie Assier, aux entrecroisements littéraires. Doan Cam Thi étudie la création romanesque du Vietnam contemporain. Enfin Veronica Ntoumous se penche sur la mémoire poétique et l'identité historique.

La cinquième partie inventorie les collections vietnamiennes de la Bibliothèque nationale de France. Le fonds indochinois de la BnF (Denis Gazquez) regroupe des documents en vietnamien romanisé (*quốc ngữ*) publiés entre 1922 et 1954. On doit ce fonds principalement à deux personnes : Albert Sarraut, gouverneur général de l'Indochine et Paul Boudet, directeur des archives et bibliothèque de l'Indochine. Giang Huong Nguyen s'intéresse ensuite aux documents historiques présents dans les collections de la BnF ; Joëlle Garcia, aux arts du spectacle et Olivier Loiseaux, aux autochromes, source photographique très importante pour le Vietnam.

Cette publication propose ainsi une histoire des transferts novatrice, qui ne se limite pas à un comparatif entre des espaces donnés ou aux relations entre ces espaces ; il s'agit bien plus d'une mise en évidence de ce qui relie ces aires géographiques permettant de réinterpréter les importations et exportations de biens culturels liées aux déplacements. Plus largement, les auteurs réfutent l'idée qu'il faut étudier les transferts sous le seul angle d'un résultat d'échanges et influences, mais bien davantage comme une « médiation » entre des espaces. Bien plus qu'un simple emprunt ou qu'une adaptation d'une culture à une autre, il s'agit d'un mouvement d'allers-retours affectant autant un pays que l'autre.

Émeline DESBOIS